

P.L.U.

Plan Local d'Urbanisme
Commune d'Ambérieux d'Azergues

Elaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme

*DOSSIER DE SAISINE
DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE :
DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS
POUR L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE*

*Fiche d'examen
au cas par cas
pour les PLU et PLUi*

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU, PLUi et cartes communales (liste indicative d'informations à fournir)

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée (ex pour les PLU : élaboration, révision, DP ou DUP...)	Type de document (ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)	Territoire concerné
Elaboration	PLU	Commune de Ambérieux d'Azergues (69)

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi	
Date de débat du PADD	3 novembre 2016
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	Mai 2018

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	Monsieur Alain PERSIN (Maire)
Courriel	secretariat@mairie-amberieux69.com

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire	
Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Ambérieux d'Azergues (Code INSEE : 69005)
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	563 habitants (recensement Insee de 2015)
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	
Superficie du territoire	460 hectares

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? <i>Annexe : la délibération engageant la procédure</i>
Par la délibération du 2 juillet 2015, la municipalité a engagé la révision de son Plan d'Occupation des Sols (POS) en Plan Local d'Urbanisme (PLU). L'ancien POS a été approuvé le 12 juin. Il a fait l'objet de quatre modifications, une mise à jour et une révision. La dernière version opposable était la modification n°4, approuvée le 5 décembre 1997. Le POS est caduc depuis le 27 mars 2017, la commune est donc depuis soumise au RNU.

Les objectifs affichés s'inscrivent pour une durée de 10 ans, soit à fin 2027.

Outre les obligations d'intégration de l'ensemble des évolutions législatives et réglementaires intervenues depuis les lois Grenelle 2 et ALUR et des objectifs et orientations des documents supra-communaux, notamment ceux du SCOT Beaujolais et du SRCE, la commune précise dans sa délibération les objectifs poursuivis, à savoir :

- Permettre le développement urbain pour répondre aux besoins de la population,
- Concourir au développement d'une offre de logements permettant un parcours de l'habitat plus diversifié, notamment en favorisant le logement locatif,
- Favoriser l'intégration des jeunes ménages,
- Prendre en compte les nouvelles mobilités, favoriser les modes de déplacements doux et l'accessibilité,
- Confirmer la conservation du caractère végétal de certains secteurs,
- Contribuer à la protection de l'environnement et faire de la notion de développement durable le fil conducteur du futur document.

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU

La commune a débattu le 3 novembre 2016 des orientations générales de son projet communal pour l'aménagement et le développement d'Ambérieux d'Azergues pour les dix années à venir.

Les orientations générales développées dans le PADD s'articulent autour des objectifs suivants :

- Assurer un développement urbain maîtrisé et de qualité,
- Préserver et densifier le tissu économique,
- Prendre en compte les risques naturels prévisibles et les risques technologiques,
- Faciliter les déplacements doux,
- Protéger les milieux naturels et les paysages et préserver les ressources,
- Fixer des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

Les principales évolutions réglementaires retenues dans cette procédure de révision du POS de 1997 sont :

- la réduction de 4,4 hectares du foncier pour l'habitat : afin de ne répondre qu'aux besoins pour les dix prochaines années. Priorisés pour le développement de l'urbanisation à l'intérieur de l'enveloppe urbaine, les espaces à vocation d'habitats sont maintenus, voire légèrement élargis sur le centre-bourg (sur les derniers terrains non concernés par la zone rouge du PPRI du Val de Saône), tandis que les zones à urbaniser (NA) prévues au POS sont fortement diminuées (plus de 8 hectares en moins).
- L'extension de la zone Ui, au Nord de la voie ferrée, permettant d'affirmer le caractère industriel/artisanal du secteur et des entreprises présentes (3,8 hectares supplémentaires) mais également permettant la densification des activités sur ce secteur. En parallèle, le projet de PLU déclasse les zones NAI non nécessaire au projet. Ce sont au total 10 hectares de zone à vocation économique du POS qui sont déclassés en zone agricole ou naturelle.

- la prise en compte des PPRI de la Saône et de l'Azergues (secteurs constructibles sous conditions et inconstructibles sauf exception),
- Le déclassement de près de 28 hectares de terrains en zone Agricole ou Naturelle.

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) **ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?** (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Le projet de PLU fera l'objet de :

- une consultation des Personnes Publiques associées dont l'Etat représenté par le Préfet et ses services, mais aussi de la CDPENAF et de la CDNPS au vu des dispositions du règlement applicables aux zones A et N, pour les habitations existantes pouvant faire l'objet d'extensions et annexes limitées et pour deux bâtiment désigné pour un changement de destination ;
- une enquête publique (comprenant le zonage d'assainissement)

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la <u>loi Montagne</u> ?	Non
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non
- une <u>DTA ou DTADD</u> ? Si oui, laquelle ?	Oui, la DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise, modifiée le 25 mars 2015 (espace interdépartemental Saint-Exupéry).
- un <u>SCoT</u> , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la <u>loi « Grenelle 2 »</u> ?	Oui, le SCOT Beaujolais approuvé le 29 juin 2009
- un (ou plusieurs) <u>SDAGE ou SAGE</u> ? Si oui, le(s)quel(s) ?	Le SDAGE RM 2016 – 2021 entré en vigueur le 21 décembre 2015.

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Non, le POS en vigueur auparavant n'avait pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.
Actuellement la commune est soumise au RNU.

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Conforter le centre-village en urbanisant en priorité les « dents creuses » et en redéfinissant les contours du village permettant d'intégrer les derniers terrains non réglementés par la zone rouge du PPRI.
---	--

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>Stopper la consommation des espaces due</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux activités (les deux zones artisanales de la commune sont confortées dans leurs emprises actuelles) - au développement d'infrastructures de grande ampleur (les autoroutes et voies ferrées représentant actuellement 10 % du territoire communal (voie ferrée Lyon-Mâcon, Autoroutes A6, A46 et A466)).
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	Le nouveau document d'urbanisme permet d'assurer un développement résidentiel et une croissance démographique raisonnés, permettant d'affirmer la protection des espaces de productions agricoles stratégiques et la préservation des milieux naturels à enjeux et de leurs fonctionnalités.
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>Le développement urbain sera compatible avec les orientations et les prescriptions du SCOT Beaujolais. Ce dernier prévoit un développement raisonné de l'habitat et des activités économiques en priorité par densification de l'enveloppe urbaine.</p> <p>L'objectif du PADD est de limiter la construction, en proposant 50 à 60 nouveaux logements sur les dix ans à venir. Ces nouveaux logements seront réalisés en priorité sur les dernières dents creuses du village.</p> <p>Toutefois, ces dernières n'étant pas suffisante, un développement urbain est prévu en partie Sud-Est du village, permettant de répondre aux objectifs de production de logements (hypothèse basse du SCOT) sur les derniers terrains disponibles (non règlementés par les PPRI)</p>
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	Le besoin en foncier pour le développement résidentiel est estimé à environ 3,2 hectares, représentant moins de 0,7 % du territoire.
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?	<p>Les possibilités de construction sur les terrains en dent creuses sont assez limités sur le village d'Ambérieux. Le territoire communal n'étant pas du tout mité, les constructions sont déjà resserrées au sein du village.</p> <p>Les derniers terrains agricoles présents au sein du village font l'objet d'un secteur d'OAP. Le PLU prévoit également deux secteurs d'extension en partie Sud-Est du village, permettant notamment de répondre aux objectifs de développement du SCOT Beaujolais (Ambérieux étant en polarité 2)</p>
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	<p>L'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs est indispensable pour assurer un développement cohérent avec les objectifs du SCOT, mais également pour assurer une croissance démographique suffisante au maintien des équipements (notamment scolaires) de la commune d'Ambérieux. Pour rappel, la commune présente une croissance démographique négative pour la période 2009-2014.</p> <p>Les secteurs ouverts à l'urbanisation font l'objet d'Orientations d'Aménagements et de Programmation (OAP) permettant de cadrer leur aménagement (nombre de logements, maillage viaire intégrant des modes doux...).</p> <p>L'impact sur les espaces agro-naturels est au final limité, l'ensemble du projet de PLU restituant au global environ 27 hectares aux zones A et N (notamment par la suppression de toutes les zones NA situées en zone rouge des PPRI).</p>

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Zone Natura 2000 ?</u>		X	Ambérieux d'Azergues, ainsi que les communes limitrophes ne sont pas couvertes par une délimitation Natura 2000. Les sites Natura 2000 les plus proches sont ceux délimités sur la Dombes (ZSC et ZPS) se localisant à environ 10 km à l'Est du centre-bourg et ceux appartenant à la ZSC des Prairies humides et forêts alluviales du Val de Saône aval dont l'extension Sud se trouve sur Arnas à 10 km en amont de la Saône).
<u>Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?</u>		X	Ambérieux d'Azergues se tient à distance de la ZICO délimités sur la Dombes.
<u>Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?</u>		X	
<u>Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?</u>	X		Les espaces naturels remarquables concernent les étendues naturelles du Val de Saône. Ainsi, 2 ZNIEFF de type I sont identifiées au Nord : "Prairies alluviales de Bourdelan en amont" et "Iles et prairies de Quincieux en aval". Ces sites seront préservés au PLU via un tramage spécifique "Zs" correspondant aux zones naturelles d'intérêt scientifique associé à des dispositions spécifiques intégrées au règlement.
<u>Arrêté préfectoral de protection de biotope ?</u>		X	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (<u>SRCE</u> , SCoT, DTA...) ?	X		Le territoire d'Ambérieux est particulièrement enclavé au sein des nombreuses infrastructures de transports qui transitent sur la commune. Le SRCE Rhône-Alpes n'identifie pas de corridor d'importance régionale sur ce secteur. Néanmoins, les réflexions du PLU ont notamment porté sur la préservation des espaces encore fonctionnels au travers des zonages retenus classements en zones A et N et de l'instauration d'une OAP spécifique.
<u>Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?</u> Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? <u>Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?</u>	X		Toutes les zones humides inventoriées sur le territoire d'Ambérieux d'Azergues au travers de l'inventaire départemental et confirmées suite à la campagne de terrain réalisée dans le cadre du PLU ont été classées en zone N (zone naturelle protégée). Ces zones humides font également systématiquement l'objet d'un tramage spécifique "Zh" afin de garantir leur préservation par des dispositions figurant au règlement.

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (<u>monuments historiques</u> et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, <u>zone de présomption de prescription archéologique...</u>) ?		X	Aucun monument historique, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO ou zone de présomption de prescription archéologique n'est recensé sur la commune d'Ambérieux d'Azergues. L'extrémité Nord du territoire est couverte par le périmètre de protection du château de Saint-Bernard (Monument Historique classé). Ce périmètre se cantonne sur des étendues naturelles du Val de Saône.
<u>Site classé</u> ou projet de site classé ?		X	
<u>Site inscrit</u> ou projet de site inscrit ?		X	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (<u>ZPPAUP</u>) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		X	Le territoire d'Ambérieux est bordé au Nord par l'AVAP de Anse approuvée en janvier 2016 et faisant l'objet actuellement (janvier 2018) d'une modification mineure. Cette délimitation n'occasionne pas de contrainte sur le territoire d'Ambérieux.
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		X	
<u>Directive de protection et de mise en valeur des paysages</u> ?		X	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		X	

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	X		Les dispositions nécessaires pour assurer l'entière protection des captages d'alimentation en eau potable implantés sur la commune sont intégrés au PLU avec la mise en place d'indices spécifiques concernant les périmètres de protection immédiate « pi », rapprochée « pr » et éloignée « pe » et de leur traduction réglementaire.
Captages : :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ?

4.4. Ressource en eau

			Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		x	
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE?	x		Le champ captant de la Grande Bordière qui est identifié en tant que captage prioritaire au SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée.
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?	x		La commune est alimentée majoritairement par une série de puits de captage dans la nappe alluviale de la Saône situés sur son territoire et celui de Quincieux. La ressource est donc suffisante, alimentée par les périodes de crue de la rivière. L'usage des eaux captées est à 90 % destinée à l'alimentation en eau potable. Une part minoritaire est tout même utilisée pour l'irrigation. Si la ressource est suffisante, la nappe de la Saône est néanmoins sensibles aux pollutions (provenant du cours d'eau d'une part, mais de l'infiltration d'autre part, notamment par la présence de voies de circulation à fort trafic et d'une activité agricole intense).
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		x	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		x	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	x		Les secteurs urbanisés d'Ambérieux sont tous desservis par le réseau d'assainissement collectif. La station d'épuration (Anse) présente une capacité nominale de 15 000 EH et fonctionne aujourd'hui (2016) à moins de 60 % de sa capacité.

4.5. Sols et sous-sol, déchets

	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :			
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL) ?		x	D'après la base de données BASOL, aucun site ou sol pollué n'est recensé sur la commune d'Ambérieux d'Azergues.

4.5. Sols et sous-sol, déchets

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>) ?	x		Un "ancien site industriel" est recensé à la base de données Basias sur le territoire d'Ambérieux d'Azergues. Il s'agit du dépôt JM GOJJAT localisé le long de la RD 51 dans le quartier du Panier Fleuri.
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?	x		Aucune carrière en activité n'est recensée sur le territoire. Une ancienne carrière est mentionnée à l'inventaire national à proximité de l'intersection entre la RD 51 (route d'Anse) et de la rue Mario et Monique Piani. Ce tènement abrite aujourd'hui un plan d'eau.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		x	

4.6. Risques et nuisances

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	x		La prise en compte des phénomènes naturels et des risques technologiques s'appuie sur les éléments contenus dans le DDRM du Rhône (2008), à la carte BRGM sur l'aléa retrait-gonflement des argiles (aléas faible) de décembre 2008, à la cartographie des mouvements de terrain (mai 2012), au risque sismique (zone de sismicité 2 - faible), et aux risques technologiques (ICPE et canalisations de transport). Ces aléas sont traduits au PLU en secteurs "constructibles sous conditions" et "inconstructibles sauf exceptions" dans le respect des préconisations des PPRni en vigueur.
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?		x	Ambérieux d'Azergues est couvert par le PPRni du Val de Saône (approuvé en décembre 2012) et par le PPRni de la vallée de l'Azergues (approuvé en décembre 2008). L'ensemble des exigences liées à ces documents sont reportées aux différentes pièces du PLU (partie écrite et document graphique du règlement) afin d'assurer une prise en compte totale de ces enjeux.
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	x		Les infrastructures structurantes du territoire sont classées au titre des infrastructures bruyantes à savoir : A 6 et A 46 (catégorie 1), A 466 (catégorie 2), RD 306 (catégorie 3), RD 51 (catégorie 3) et voie ferrée (catégorie 1). Bien que le territoire d'Ambérieux soit particulièrement affecté par ces classements sonores, les secteurs envisagés pour le développement de la commune se localisent majoritairement à l'extérieur de ces délimitations réglementaires.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		x	

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Plan de protection de l'atmosphère</u> (PPA) ?	x		Le territoire est situé dans le périmètre du plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'agglomération lyonnais approuvé par arrêté interpréfectoral le 26 février 2014.
Enjeux spécifiques relevés par le <u>schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie</u> (SRCAE) ?		x	Aucun enjeu spécifique n'est relevé par le SRCAE de Rhône-Alpes (2014).
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		x	Ambérieux d'Azergues ne se localise pas en zone favorable pour l'éolien selon le Schéma régional de l'éolien de Rhône-Alpes approuvé en octobre 2012.

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

Les orientations inscrites au PADD d'Ambérieux d'Azergues contribuent à la prise en compte de l'environnement et à une gestion durable du territoire. Le PADD affirme la volonté communale d'assurer un développement rationnel de son urbanisation afin de permettre le renouveau générationnel tout en maîtrisant la consommation d'espaces et l'étalement urbain. Les possibilités d'aménagement au sein des dents creuses étant limitée, le projet de PLU prévoit l'ouverture à l'urbanisation des derniers terrains non concernés par la zone rouge des PPRI (Saône et Azergues), au Sud-Est du village. En parallèle, la prise en compte de ces PPRI permet de restituer environ 27 hectares de zone Agricole et Naturel en comparaison de l'ancien POS.

Ainsi, le projet, tel qu'il est défini, permettra à la commune d'Ambérieux de concilier l'accueil de nouveaux habitants en centre village tout en respectant les équilibres entre les enjeux sociaux, économiques et agricoles, environnementaux et paysagers de la commune, ceci dans une logique de développement durable.

6. Annexes (*rappel*)

Pour les élaboration ou révision de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU	<input checked="" type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	La délibération prescrivant la procédure	<input checked="" type="checkbox"/>

P.L.U.

Plan Local d'Urbanisme

Commune d'Ambérieux d'Azergues

Projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme

***DOSSIER DE SAISINE
DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE :
DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS
POUR L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE***

***Annexes obligatoires
à la fiche d'examen au cas par cas
pour les PLU et PLUi***

Annexe n° 1 : délibération engageant la procédure de révision du POS

Voir document joint : Annexe 1

Annexe n° 2 : Le projet du Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Voir document joint : Annexe 2

Annexe n° 3 : Compte-rendu du Débat sur les orientations générales du PADD

Voir document joint : Annexe 3

Annexe n° 4 : Plan de zonage du POS

Voir document joint : Annexe 4

Annexe n° 5 : Projet PLU – Le document graphique du projet PLU, 1/5 000

Voir document joint : Annexe 5